

---

**JOURNAL OF EUROPEAN  
INTEGRATION HISTORY**

---

---

**REVUE D'HISTOIRE DE  
L'INTÉGRATION EUROPÉENNE**

---

---

**ZEITSCHRIFT FÜR GESCHICHTE DER  
EUROPÄISCHEN INTEGRATION**

---

edited by the

Groupe de liaison des professeurs d'histoire contemporaine  
auprès de la Commission européenne

1997, Volume 3, Number 2



## Editors

Published twice a year by the  
Groupe de liaison des professeurs d'histoire  
contemporaine auprès de la Commission européenne  
in cooperation with the  
Jean Monnet Chairs in History of European Integration  
with the support of the  
European Commission, DG X University Information

## Editorial Board

DEIGHTON, Anne

St. Antony's College, Oxford

DUMOULIN, Michel

Université catholique de Louvain

Jean Monnet Chair

GIRAULT, René

Université Paris I – Sorbonne

GJRAO, Fernando

Universitat Pompeu Fabra, Barcelona

Jean Monnet Chair

KEOGH, Dermot

University College Cork, Ireland

Jean Monnet Chair

KERSTEN, Albert

Rijksuniversiteit, Leiden

LOTH, Wilfried

Universität-Gesamthochschule Essen

Jean Monnet Chair

MILWARD, Alan S.

European University Institute, Florence

POIDEVIN, Raymond

Université de Strasbourg III

SCHWABE, Klaus

Rheinisch-Westfälische Technische Hochschule  
Aachen

Jean Monnet Chair

TRAUSCH, Gilbert

Centre Robert Schuman, Université de Liège

VARSORI, Antonio

Università degli Studi di Firenze

Jean Monnet Chair

## Editorial Secretariat

Gilbert Trausch, director

Monique Kieffer, assistant director

Address:

Centre d'études et de recherches européennes

Robert Schuman

4 Rue Jules Wilhelm

JOURNAL OF EUROPEAN

INTEGRATION HISTORY

REVUE D'HISTOIRE DE

L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

## Littéraires, libéraux et Européens: discours et réseaux des représentants du grand commerce français

Laurence Badel

Pour avoir été plus discret dans le débat que les milieux industriels, le grand commerce n'en a pas moins été, dès les origines, un partisan de la construction européenne. Est-ce un hasard si on l'a moins entendu ? Il s'irritait à la Libération d'être le parent pauvre de la reconstruction en France – comme il avait été le sacrifié de la guerre – et se plaignait d'être délaissé par les pouvoirs publics. Pourtant, si le petit commerce gagna précocement les rangs hostiles à la construction de l'Europe, le monde des grandes entreprises commerciales s'en révéla un ardent soutien, mû par un sentiment enraciné dans l'expérience acquise durant l'entre-deux-guerres<sup>1</sup>. A l'instar des équipes monnettistes, il sut dès cette époque tisser ses propres réseaux et établir des passerelles entre les entrepreneurs français et étrangers, les hauts fonctionnaires nationaux et internationaux et l'opinion publique. Estimer son importance à l'aune de la reconnaissance publique serait poser le problème de manière biaisée. Il importe bien plutôt de lever les exclusives, de reconnaître le caractère hétérogène de la construction européenne, née de l'action conjuguée de groupes qui ne s'interpénétraient pas toujours, et d'admettre des rivalités qui reflètent les tiraillements des opinions publiques. Peut-on néanmoins oublier que Jean Monnet, dont un colloque est venu récemment rappeler encore les mérites<sup>2</sup>, était issu du milieu charpentier des négociants en cognac, et qu'il imputait clairement à cette origine commerçante son ouverture naturelle au monde<sup>3</sup>? En l'occurrence, l'identité du milieu des grands magasins s'est construite sur cet esprit d'expansion, qui, au cours des siècles, s'est incarné dans diverses formes commerciales. Moins connu que ceux de l'industrie ou de la banque, ce secteur présente la triple originalité d'avoir été animé depuis les années 20 par une équipe de littéraires, de libéraux, très engagés dans des associations privées favorables à l'union européenne. Ce sont eux qui vont élaborer une «autre» réflexion sur l'Europe.

Le secteur commercial, qui s'ouvre à l'idée européenne dans les années 20, est encore celui des grands magasins nés au XIX<sup>e</sup> siècle, incarnation de la révolution des modes de distribution et de consommation, et lieu d'une tentative de réconciliation sociale alors portée par une seconde génération de patrons – fils, neveux ou gendres des fondateurs – qui s'éloigne de ses origines ouvrières ou petites-bourgeoises et se montre soucieuse de promouvoir l'ascension sociale de ses employés par le jeu d'un paternalisme revendiqué. Cependant, emblèmes d'une Belle Epoque

1. On trouvera une analyse approfondie de ce milieu dans notre thèse *Un milieu libéral et européen: le grand commerce français (1925-1948)*, à paraître en 1998, aux éditions du Comité pour l'histoire économique et financière de la France.

2. *Jean Monnet. L'Europe et les chemins de la paix – Colloque de Paris*, organisé par l'Institut Pierre Renouvin, l'Institut historique allemand et la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, 29-31 mai 1997.

3. J. Monnet, *Mémoires*, Paris, Livre de Poche, rééd. 1988, pp. 41-59.

qui semble révolue, les grands magasins ont ressenti dès 1919 le besoin de s'organiser face à l'Etat et au monde salarié afin de juguler la crise financière et sociale de l'immédiat après-guerre dont ils sont, eux aussi, les victimes. Leurs dirigeants créent le Groupement d'études des grands magasins, et, en 1925, le Comité d'action économique et douanière (CAED), qui constitue les fers de lance intérieur et extérieur d'un même programme: faire du libéralisme le support de l'expansion économique, et, de façon corollaire, assoir l'influence du grand commerce dans la vie politique française. Ils recourent aux services d'un ancien élève de l'École normale supérieure de 36 ans, Jacques Lacom-Gayet, qui s'impose très rapidement comme leur représentant auprès des pouvoirs publics, grâce à un important réseau de relations tissées au confluent des sphères économique et politique, et qui mène en leur nom toutes les grandes négociations, des accords Marignon à la stabilisation d'Antoine Pinay. L'itinéraire de Lacom-Gayet, pour brillant qu'il ait été, n'a pas été unique. Directement, sous son impulsion, indirectement, par les rencontres qu'il privilégie, il constitue un cercle composé de personnalités qu'unissent une même formation et une reconversion professionnelle opérée pendant la Première Guerre, et dont les itinéraires vont converger avec une belle constance vers une même vision de l'Europe à construire.

Le «milieu» du grand commerce ainsi circonscrit comprend donc les dirigeants des grands magasins, mais s'élargit aussi à leurs représentants patronaux, aux hauts fonctionnaires des ministères en charge des questions commerciales, aux cercles du grand négoce et des industries exportatrices ralliées à leur combat libéral. Il est uni par une conviction libérale qui, bien que mise à mal par les difficultés économiques de l'entre-deux-guerres, s'affirme avec une nouvelle vigueur à la Libération. Elle trouve son accomplissement dans le projet d'une union européenne. La réflexion sur les échanges commerciaux de la France que mènent de manière parallèle hauts fonctionnaires et milieux commerciaux débouche sur la formulation d'un projet d'Europe libérale fondée sur l'alliance franco-britannique.

Ce milieu doit beaucoup à la forte personnalité de son principal représentant Jacques Lacom-Gayet qui, de 1919 à 1953 – date de sa mort –, a été le principal interlocuteur des pouvoirs publics dans tous les débats concernant la distribution. Petit-fils, neveu et cousin de normaliens, comptant en outre de nombreux membres de l'Institut de France dans sa famille, il perpétuera la tradition en reproduisant un parcours d'excellence, reçu en 1902 à l'école de la rue d'Ulm, entrant en 1946 sous la Coupole au sein de l'Académie des sciences morales et politiques. Mais, entre ces deux dates, il aura construit une carrière en rupture avec la voie classique de l'enseignement qui s'offrait à lui. Secrétaire général de la Compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma avant la guerre de 1914-1918, secrétaire général du Groupement d'études des grands magasins à partir de 1919, fondateur de la Fédération nationale des entreprises à commerces multiples en 1937, il occupe parallèlement, de nombreux postes d'administrateur de sociétés, dont le siège important d'administrateur-délégué de Radio-Luxembourg de 1932 à 1953. En première ligne lors des négociations qui conduisent à la convention collective de travail des employés de la nouveauté du 9 décembre 1936, et lors des rencontres qui s'ensuivent jusqu'à la guerre; très vigilant quant au devenir du réseau commercial français durant l'Occupation, en tant que membre du comité de

direction du Comité général d'organisation du commerce (CGOC), très présent dans les débats sur les orientations économiques de la Libération, il marque indéniablement une longue période en promouvant un secteur commercial alors délaigné.

Afin de maîtriser des activités très diverses, il délègue souvent les responsabilités qu'il exerce à des hommes auxquels il accorde une entière confiance. C'est ainsi qu'il appelle auprès de lui, à la direction de Radio-Luxembourg, en 1935, René-Louis Peulvey, qu'il confie la gestion quotidienne du CGOC à Pierre Benaerts en 1941, celle des associations pro-européennes que sont le CAED et la section française de la Ligue européenne de coopération économique à Daniel Serruys et Lucien de Sainte-Lorette en 1945. Or, l'étude biographique de chacun fait apparaître que leur rencontre est loin d'être le fruit du hasard. Dans l'organisation de son réseau de relations, Jacques Lacom-Gayet s'est appuyé en premier lieu sur le cercle composé par d'anciens camarades de l'École normale supérieure. Il était le plus âgé (promotion 1902), tandis que Peulvey était de la promotion de 1910, Proix, agrégé d'anglais, de celle de 1913. L'un de ses importants relais au sein du monde patronal: René Arnaud, qui commença sa carrière comme secrétaire général de la Confédération générale de la production française, était de la promotion de l'été 1914. Deux relais d'opinion influents dans les cercles libéraux, André François-Poncet et Emile Mirreux, appartenaient à la promotion de 1907. D'autres normaliens, plus âgés, occupent une place importante dans ce milieu gagné précocement à l'idée européenne: Henri Hausser (promotion 1885), agrégé d'histoire; Paul Elbel (promotion 1894), agrégé de grammaire; Paul Mantoux (promotion 1894), reçu premier à l'agrégation d'histoire. Ce petit cercle de normaliens était tout prédestiné pour se reconnaître des affinités avec d'autres personnalités rompues aux humanités tels Pierre Benaerts ou Daniel Serruys. Benaerts, agrégé d'histoire, fut l'auteur avec Hausser de manuels historiques que lurent des générations entières. Serruys, ancien élève de l'École française de Rome, avait été nommé, en 1904, maître de conférences de philologie grecque à l'École pratique des hautes études. Moins connus, des hommes comme Paul Naudin ou Lucien de Sainte-Lorette, qui assureront la continuité des associations contrôlées par Lacom-Gayet, revendiquaient fièrement leur culture littéraire.

Or tous ces hommes, sans exception, furent marqués par la Grande Guerre au point de lui devoir la même inflexion de leur parcours professionnel, et, plus remarquable encore, la même conversion à l'étude et à la pratique des problèmes économiques engendrés par le conflit. L'un d'entre eux, René Arnaud, devait apporter un élément d'explication lors du décès précocé, en 1934, d'un de ses camarades, Jean Proix.

«On a parfois été bien sévère pour les Normaliens de ces générations qui ont fait comme lui. On les a accusés d'être «tombés dans la banque». Il faut comprendre l'étrange destinée de ces jeunes hommes, attachés à vingt ou vingt et un ans à leurs études [...]. La guerre leur avait été une rude école [...]. [...] ils avaient découverts que l'intelligence n'était pas le privilège exclusif de la rue d'Ulm; que, hors de l'Université, l'esprit peut aussi trouver son salut. Tout cela pouvait porter un coup mortel aux vocations pédagogiques les mieux enracinées».<sup>4</sup>

4. Notice nécrologique de Jean Proix par R. ARNAUD, *Association amicale de secours des anciens élèves de l'École normale supérieure. Annuaire 1935*, pp. 71-75.

Cette confession d'un enfant du vingtième siècle permet de rendre compte d'une situation qui ne fut pas l'apanage d'un parcours singulier, mais qui concerna des dizaines d'individus appelés à de hautes responsabilités. C'est cette situation qui explique à nos yeux leur engagement en faveur de la construction européenne. Cet engagement a eu un indéfinissable fondement intellectuel sur lequel nous reviendrons. Mais au-delà, il s'enracine dans des vies, dans des histoires personnelles et des pratiques professionnelles, et ne fut pas le fruit de la méditation de penseurs confinés dans leur chambre.

L'inflexion prise par le parcours de Lacour-Gayet a déjà été évoquée. Le moment décisif a été la rencontre avec Pierre Laguionie et Gabriel Cognacq au sein du service d'intendance des Armées en 1914: c'est elle qui donna naissance à l'idée d'un groupement des grands magasins<sup>5</sup>. Laguionie, dirigeant du Printemps, joue auprès de Lacour-Gayet pendant l'entre-deux-guerres un rôle fort important pour faire entendre la voix des grands distributeurs sur la scène intérieure, mais aussi internationale. La connivence des deux hommes, acquise dans la lutte, se renforce par une même appartenance sociale: l'un et l'autre sont du monde des «messieurs», grands bourgeois, que distinguent le vêtement, la prestance, le mode de vie. De fait, les témoignages sur Laguionie, mais aussi sur Cognacq, le dirigeant de La Samaritaine, viennent rappeler que cette seconde génération de dirigeants de grands magasins, s'est émanée de ses origines modestes et a acquis une reconnaissance sociale qui en fait des notables de la «plume» et d'un bagage historique et idéologique que leur permettant de mettre en valeur leurs revendications: c'est ce que vint leur apporter Jacques Lacour-Gayet en 1919... Celui-ci avouait, vingt ans après, que peu de milieux lui étaient alors aussi peu connus, attestant la véritable rupture de son parcours professionnel<sup>7</sup>. A son instar, nombre de ses camarades connaissaient une semblable reconversion: certains prenaient comme lui la tête d'un organisme professionnel; d'autres entraient dans la haute fonction publique à des postes de direction de l'économie. Jean Proix et Pierre Benaerts qui représentaient, respectivement, les milieux huiliers et alimentaires illustrent la première voie. Daniel Seruys, Paul Elbel, Paul Mantoux illustrent pour leur part l'entrée des professeurs

5. Deux témoignages en attestent: cf. l'allocation de Gabriel Cognacq lors de la remise de son épée d'académicien à Jacques Lacour-Gayet, *Plaqueette dix-neuf novembre mil neuf cent quarante-sept* éditée, de Papiers personnels de Michel Lacour-Gayet; entretien personnel avec M. Max Heilbron du 21 avril 1994.

6. Sur Gabriel Cognacq, cf. Archives nationales (AN), F 12 8556. Légion d'honneur, Gabriel Cognacq; M. B. MILLER, *Au Bon Marché (1869-1920): le consommateur apprivoisé*, Paris 1987. Sur Pierre Laguionie, cf. J.-P. CARACALLA, *Le roman du Printemps. Histoire d'un grand magasin*, Paris 1989; entretien personnel avec M. Max Heilbron du 21 avril 1994.

7. Groupement d'études des grands magasins, *Notes*, note G 322, déjeuner du 22 décembre 1938 à l'hôtel Crillon, allocation de Jacques Lacour-Gayet.

dans la haute fonction publique durant la Première Guerre<sup>8</sup>. Ce n'est pas un hasard si ces hommes tiennent un rôle déterminant dans le développement du CAED: Elbel en fut le premier directeur de 1925 à 1928; Paul Mantoux, le second, de 1928 à 1930; Jean Proix, le troisième, de janvier 1930 à sa mort en 1934. Seruys en devient le principal animateur en 1945. Cet engagement traduisait en premier lieu la conviction libérale et libre-échangiste qui les animait. Au fil des ans, il se doubla d'une foi en l'union économique et politique des Etats européens. Leur connaissance des relations internationales leur permit de se forger une vision de l'Europe à construire et de proposer une légitimation intellectuelle et politique de la revendication née de la pratique quotidienne des grands distributeurs français et européens<sup>9</sup>. A la racine de l'engagement de ce milieu pour l'Europe, il y a, profondément ancrée, une conviction libérale.

Jacques Lacour-Gayet en fut l'incarnation au sein du grand commerce. Il rédigea sa vie durant de brillants manifestes du libéralisme rassemblés après la Seconde Guerre mondiale dans deux recueils: *Propos d'un libéral*, 1948, et *Nouveaux propos d'un libéral*, 1953. Ses convictions se fondent sur une approche des faits plus historique qu'économique. Elles sont nourries par la lecture des économistes classiques de la tradition libérale, et témoignent d'une prédilection pour Jean-Baptiste Say. A la suite de ce dernier, Lacour-Gayet exalte la modernité et l'optimisme du libéralisme. Contre ses contemporains des années 40, qui y voient l'archaïsme de l'archaïsme en économie et du conservatisme social, il réaffirme qu'«être libéral, c'est être avancé»<sup>10</sup>. Sa conception de la monnaie répudiée avec neteté les analyses keynésiennes en vogue à la Libération. Attaché au lien entre monnaie et poids métallique, il fait de l'or la grande référence. Son libéralisme se confond avec la pratique qui régissait la vie économique avant la Première Guerre. Ces principes ont été renforcés par l'expérience acquise durant l'entre-deux-guerres dans le cadre de ses fonctions de défenseur des intérêts des grands magasins et des entreprises à commerces multiples. La Fédération nationale des entreprises à commerces multiples, créée par Lacour-Gayet en 1937, attaqua violemment les décisions des gouvernements de Front populaire. La mobilisation économique renforça cependant des mesures perçues comme dirigistes et hostiles aux grandes entreprises commerciales. Le régime de Vichy devait porter une nouvelle atteinte à la liberté d'entreprise. Un écrit de Jacques Lacour-Gayet *Commerce et économie diri-*

8. Sur Daniel Seruys, cf. AN, F 12 8731 (1). Légion d'honneur, Daniel Seruys; cf. N. VANRAES-VAN CAMP, *Yvonne Seruys (1873-1953)*, Mennin 1987; cf. *Notice sur la vie et les travaux de Daniel Seruys (1875-1950)*, par M. Ch. MALÉGARRE, Académie des sciences morales et politiques, 1952; entretien personnel avec M. Yves Seruys du 25 octobre 1993. Sur Paul Elbel, cf. AN, F 12 8586, Légion d'honneur, Paul Elbel. Sur Paul Mantoux, cf. notice nécrologique de Paul Mantoux par E. BURNET, *Association amicale de secours des anciens élèves de l'École normale supérieure*, An-lauière 1957, pp. 36-39.

9. Cf. L. BADEL, «L'organisation des intérêts commerciaux au service de l'Europe: réseaux, logiques, contradictions internes (1920-1950)», dans E. BUSSIERE, M. DUMOULIN, *Cercles et milieux économiques au XX<sup>e</sup> siècle: diversités, convergences et solidarités - Actes du colloque d'Aras*, 5-7 décembre 1996, à paraître en 1998.

10. J. LACOUR-GAYET, *Nouveaux propos d'un libéral*, Paris 1953, introduction.

gée paru en 1942 relance le débat. Sa prise de position en faveur de la restauration d'une économie libre est partagée par les milieux économiques rassemblés dans les années 20 au sein du CAED. Ces milieux recouvrent les grands magasins – soutien financier principal du CAED –, les industries traditionnelles du luxe – parfumerie, lapidaires, couture parisienne, soieries, objets d'arts –, des industries récentes – matières colorantes, engrais, produits pharmaceutiques –, les industries de la communication – imprimeurs, éditeurs, cinématographie –, et les services – transports, assurances, coopératives. Ils ont pour point commun d'avoir fondé leur développement sur l'exportation de leurs produits. Nombre d'entre eux ont été conduits, sous l'effet de la crise des années 30, à renoncer à leur engagement libéral. L'Occupation le ravive: ces milieux soutiennent alors, sans solution de continuité, et en dépit de la pensée officielle partagée entre corporatisme et dirigisme, une approche purement libérale de la vie économique. Défendue avec un vigneur nouvelle par Lacour-Gayet à la Libération, elle acquiert une nouvelle légitimité grâce à l'engagement de grands experts comme Charles Rist et Jacques Rueff et de voix qui font autorité dans le débat public: Louis Baudin, René Courtin, Edmond Giscard d'Estaing. Stabilisation de la monnaie et des prix, restauration de l'économie de marché, combat contre la bureaucratie, hostilité aux nationalisations, tels sont les grands thèmes libéraux de l'époque de la reconstruction. Les commerçants se reconnaissent dans ce programme qui doit permettre la reprise des affaires et un nouvel essor de la consommation. La commission du coût de la distribution, émanation du Conseil de l'économie nationale, créé par René Pleven en juin 1945, se prononce en faveur de l'abrogation du décret du 9 septembre 1939. Le retour à la liberté d'entreprise prend effet dès le 1<sup>er</sup> janvier 1946. Le grand commerce français est d'autre part le socle sur lequel Antoine Pinay tente en mars 1952 d'opérer une stabilisation des prix<sup>11</sup>. Le nouveau cadre législatif libéral instauré dans les années 50 satisfait les revendications de ce secteur qui y voit les fondements d'un renouveau qu'il entérine, de fait, une expansion continue de près de trois décennies<sup>12</sup>.

A ce libéralisme intérieur correspond, à l'échelon international, une défense du libre-échange orchestrée par des associations privées auxquelles de hauts fonctionnaires accordent leur patronage, voire leur participation. Dès avant la Première Guerre mondiale se constituent des associations, dont le but initial est la promotion du commerce extérieur de la France, mais qui, immédiatement, posent le problème d'une organisation spécifique des Etats européens. Parmi ces mouvements précurseurs, le Comité commercial franco-allemand (CCFA), fondé en 1908, offre l'intérêt d'avoir été animé par un avocat, Lucien Coquet, qui acquit une certaine notoriété dans l'entre-deux-guerres en animant une autre association: l'Union douanière européenne. Le CCFEA possède l'appui des milieux commerciaux de France et d'Allemagne qui s'estiment également défavorisés par la politique protectionniste de leurs Etats respectifs. Des rencontres ont lieu jusqu'à la guerre, d'où se dégage

11. Cf. G. ELGEY, *Histoire de la 1<sup>re</sup> République. La République des contradictions (1951-1954)*, Paris, 1968, pp. 58-59; L. FRANK, *697 ministres. Souvenirs d'un directeur général des prix (1947-1962)*, Paris 1992, p. 70.

12. Cf. J. DU CLOSEL, *Les Grands Magasins français. Cent ans après*, Paris 1989, p. 36.

le sentiment d'appartenance à une «communauté de civilisations», à une Europe perçue comme «une grande famille»<sup>13</sup>. L'après-guerre connaît l'institutionnalisation de ces démarches privées, à caractère associatif, grâce à l'intérêt déclaré que leur manifeste le Quai d'Orsay<sup>14</sup>. Une dizaine de mouvements apparaissent, qui se déclarent partisans d'une union européenne<sup>15</sup>. Parmi ceux-ci, le Comité d'action économique et douanière (CAED) et l'Union douanière européenne (UDE) revendiquent l'appui des milieux commerciaux: secteur des industries exportatrices pour le CAED, cercle des conseillers du commerce extérieur de la France pour l'UDE. Ils s'appuient également sur un réseau d'hommes politiques, de juristes, d'économiste, de publicistes, qui, dans de nombreux écrits, prennent position en faveur de l'union européenne. Toutes ces initiatives rencontrent les vœux des hauts fonctionnaires en charge du dossier. On a pu en effet mettre au jour les contours d'un cercle libéral au sein de la haute administration française des années 20 composé de fonctionnaires du Commerce et de l'Industrie et des Affaires étrangères, qui, nourris par leur expérience de fonctionnaires internationaux ou d'experts lors des conférences de la SdN, s'engagent en faveur du rapprochement économique des Etats européens. Les travaux menés dans les années 20 par le comité économique de la SdN en faveur de la libéralisation des échanges alimentent leur réflexion. Si on analyse la préparation des grandes conférences qui ponctueront la vie économique internationale, l'on voit clairement se former les contours de ce cercle transministériel, véritable groupe *ad hoc*, qui se constitue autour d'un problème précis, pour se dissoudre sitôt celui-ci réglé. D'une conférence à l'autre, la même équipe se reconstruit autour d'hommes comme Serruys, Elbel, Figlièra, Arnal, Lécuyer, Gauthier, Massigli, Geyraud, soudés par une vision libre-échangiste commune des relations européennes<sup>16</sup>.

La question des motivations de ce «milieu» libéral et européen aux composantes professionnelles multiples doit en définitive être posée. Quel est le dénominateur commun qui a conduit serviteurs de l'Etat, fonctionnaires patronaux et grands commerçants à se rencontrer sur le terrain européen? Les associations privées ont servi de passerelles entre ces différents secteurs d'activité et de lieux officieux d'échanges d'idées. Au-delà, il est permis de s'interroger sur les conditions de la réussite de ces rencontres, avant de proposer l'analyse du schéma européen libéral tel qu'il resurgit après la Seconde Guerre mondiale.

Nous avons déjà souligné la similitude de la formation humaniste poussée reçue par des hommes aux responsabilités aussi diverses que Serruys, Lacour-Gayet et Benaerts. Or, il faut bien saisir que cette formation littéraire dépasse le petit cercle des normaliens et agrégés ici dépeints et qu'elle imprègne la majorité des diri-

13. *Les Premiers Européens. Annuaire européen illustré*, Paris 1931, p. 1102, allocution de René Miller.

14. Cf. H.-M. BOCK, «Les relations culturelles franco-allemandes entre Locarno et Vichy. Un champ de recherches spécifique», dans H.-M. BOCK, R. MEYER-KALKUS, M. TREBITSCH, *Entre Locarno et Vichy. Les relations culturelles franco-allemandes dans les années 30*, t. I, Paris 1993, p. 22.

15. Cf. J.-L. CHABOT, *L'idée d'Europe unie de 1919 à 1939*, thèse pour le doctorat en science politique, Grenoble 1978.

16. Cf. L. BADEL, «Trêve douanière, libéralisme et conjoncture (septembre 1929-mars 1930)», *Relations internationales*, n° 82, été 1995, pp. 141-161.

geants économiques et politiques de la France. C'est ainsi que, à titre d'exemple, d'autres hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay, qui ont fait des études qui n'étaient pas à proprement parler littéraires — comme Jacques Seydoux, ancien élève de l'École libre des sciences politiques, ou Alexis Léger, ancien élève de l'École des hautes études commerciales — possèdent ce langage en commun avec les responsables cités plus haut. Or, on constate que ce langage véhiculé avec lui une rhétorique et une vision du monde qui ne manquent pas de surgir dès que ces diplomates ont le temps de poser leur pensée et de développer par écrit leur réflexion.

Le coup de génie qu'opéra un homme comme Lacour-Gayet fut de fournir aux commerçants, qui ne possédaient pas ce langage, la mise en perspective, les lettres de noblesse et la philosophie de leur propre histoire, grâce à sa monumentale *Histoire du commerce*. Ce n'est pas un hasard si cette histoire a pour ambition d'embrasser «la totalité des activités commerciales de l'humanité» de la haute Antiquité jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup>, et si, pour l'écrire, il est fait appel à des agrégés de géographie, d'histoire et de géographie, et des Facultés de droit. Sans qu'il nomme jamais le courant des *Annales*, Jacques Lacour-Gayet se rattache à une conception moderne du récit historique qui le conduit à stigmatiser une histoire des grands hommes, des grands militaires et des grands révolutionnaires. C'est une histoire matérielle qu'il veut entreprendre: l'étude des moyens par lesquels les hommes ont assuré leur subsistance, l'analyse des échanges, et donc du développement du commerce. Soucieux en outre d'échapper à une vision que nous appellerions «européocentrique», il conçoit une histoire planétaire du commerce qui embrasse toutes les civilisations. C'est ainsi que des tomes entiers sont confiés à Henri Labouret, ancien directeur de l'Institut international des langues et civilisations africaines, ou à Jean Fournier, de l'École des langues orientales. Maurice Baumont, professeur à la Sorbonne, professeur honoraire au Conservatoire national des arts et métiers, est chargé des livres consacrés au libre-échange et au protectionnisme des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Les représentants du monde commercial — Michel David, Pierre Benaerts, Paul Naudin — font, de leur côté, un effort très important pour réfléchir aux bouleversements que le secteur a connu depuis le Moyen Âge. Leur démarche historique, fondée sur la reconnaissance de grands cycles et de grandes civilisations, sur l'identification même du commerce et de la civilisation, leur a sans doute donné un véritable recul pour appréhender l'existence des États-Nations comme un moment de l'histoire<sup>18</sup>. Dans ce milieu, l'Europe unie apparaît comme la seule capable de ressusciter les grandes phases de civilisation qu'elle a déjà connues et dans lesquelles le commerce tint un rôle particulièrement brillant. C'est cette mission civilisatrice du commerce — qui a accompagné la connaissance du globe et les progrès techniques, qui a permis les enrichissements matériels et moraux, qui a favorisé les arts et les embellissements de la vie — que Lacour-Gayet

17. J. LACOUR-GAYET (dir.), *Histoire du commerce*, Paris 1950, p. XXI.

18. Ainsi, pour Michel David, l'évolution des formes d'exploitation commerciale ne relève-t-elle pas seulement de l'histoire économique. Il invite à réfléchir sur les liens qui peuvent être établis entre cette évolution et celle de la civilisation. Cf. J. LACOUR-GAYET (dir.), *Histoire du commerce*, op. cit., t. I, livre III, p. 359: «Le commerce est à la fois un agent et un témoin de la civilisation».

ne cesse de mettre en avant dans ses écrits et qui lui permet d'identifier devenir du commerce et devenir du continent européen.

«Tout ce que le génie humain a inventé ou conçu a été aussitôt propagé par le commerce. C'est à lui que l'alphabet, l'écriture, le calcul, les découvertes scientifiques, les chefs d'œuvre des arts et des lettres, les procédés techniques, les modes, les doctrines, les religions, doivent une large part de leur diffusion. Passagères invisibles, les idées ont souvent voyagé avec les marchandises. [...] Une histoire du commerce ne saurait être autre qu'une histoire de la civilisation»<sup>19</sup>.

On peut estimer qu'il a ainsi été naturellement conduit à admettre et à désirer la construction de l'Europe. Sociabilité et pacifisme sont deux notions inhérentes au commerce. «Les foires du Moyen Âge ont été une des rares occasions données aux Européens d'alors pour se connaître mieux», rappelle Lacour-Gayet<sup>20</sup>. Or, un fondement important de l'Europe des années 50 est le cadre pacifique dans lequel elle est appelée à se développer. Cette notion de paix est capitale pour la génération de responsables nés dans les années 1880-1890, qui a connu deux guerres mondiales, et a pu mesurer les ravages des conflits. En pleine Occupation, Lacour-Gayet n'avait pas hésité à affirmer le caractère destructeur des guerres néfastes, par essence, au commerce.

«Si l'économie classique associe volontiers la notion de commerce et la notion de paix, c'est qu'abstraction faite de certaines branches auxquelles l'état de guerre donne un développement factice, le commerce ne peut prospérer que si les biens de consommation qu'il se charge de distribuer représentent la part la plus large de l'activité productrice»<sup>21</sup>.

Dans la mesure où le commerce a besoin d'un cadre libéral pour s'épanouir, c'est tout naturellement que l'Europe désirée prend le tour, en 1945, d'une Europe libérale. Ce modèle s'affirme dans le cadre des conférences organisées de juillet 1945 à mai 1946 par le CAIED sur le thème de l'Occident européen<sup>22</sup>. Les lignes théoriques sont tracées par les grandes voix économiques et politiques qui interviennent alors. La caractéristique la plus marquante de l'Europe libérale est son fondement franco-britannique. C'est autour de ce noyau que doivent s'agréger les «petits pays»: Belgique, Luxembourg, Pays-Bas. Cette Europe manifeste aussi clairement sa préférence atlantique. Néanmoins, à l'occasion des débats suscités par l'offre Marshall, elle s'oppose à toute hégémonie américaine sur le continent et souhaite l'élaboration d'un programme de reconstruction spécifiquement européen. Daniel Serruys refuse d'esquiver la question fondamentale du retour au libre-échange qui conditionne toutes les autres. Cependant, prenant acte des échecs des années 30, il réitère la nécessité de construire l'Europe de manière régionale, par

19. J. LACOUR-GAYET (dir.), *Histoire du commerce*, op. cit., pp. XX-XXI.

20. *Ibid.*, p. XIX.

21. Fédération nationale des entreprises à commerces multiples, assemblée générale du 20 mars 1942, allocution du président, p. 28.

22. Henry Helbromer s'exprima sur la France, Paul Van Zeeland sur la Belgique, Jan Tinbergen, directeur du Bureau central du Plan néerlandais, sur les Pays-Bas, Walter Hill, le directeur-adjoint de *The Economist* sur la Grande-Bretagne, et Albert Calmes, ancien directeur de l'ARBED et membre du Conseil supérieur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, sur le Luxembourg.



agrégation de groupement d'États, idée qu'esquissait déjà son équipe du ministère du Commerce à la fin des années 20<sup>23</sup>. Autre élément au cœur de l'Europe des libéraux: la stabilisation monétaire, acte essentiel pour l'intégration des économies. Nombre d'entre eux – Charles Rist, Edmond Giscard d'Estaing, Jacques Rueff – n'hésitent pas à réclamer le retour à l'étalon-or, seule monnaie internationale. Lacour-Gayet soutient cette revendication qui comble ses propres aspirations, mais il distingue deux étapes dans ce processus: la mise en place de la libre-convertibilité des monnaies, puis le passage à une monnaie unique, commune aux États européens associés. Il ne dissimule pas à son propre camp qu'une telle réalisation impliquerait la création d'une véritable organisation fédérale qui entrainerait deux grands tabous de la pensée libérale: la libre-concurrence et la souveraineté des États.

Même s'ils n'entrent pas dans les considérations théoriques que l'on vient d'évoquer, les dirigeants des grandes entreprises commerciales françaises, regroupées au sein de la Fédération nationale des entreprises à commerces multiples, soutiennent les grandes options propagées par le CAED et une nouvelle association internationale de même obédience, la Ligue européenne de coopération économique<sup>24</sup>.

«Par conviction professionnelle, [le commerçant] est, sinon libre-échangiste, au moins échangiste. Il considère avec sympathie les chartes libérales élaborées outre-Atlantique qui, par une intelligente division du travail, conduiraient chaque pays à ne produire que les marchandises où il excelle et à profiter de la production de tous les autres; [...] Il verrait un premier coup porté à l'autarcie atavienne du temps de guerre, si un accord monétaire et douanier, à compléter bien entendu par d'autres, se concluait, pour le moins, entre la France, la Grande-Bretagne, l'Union belgo-luxembourgeoise, les Pays-Bas, et si une vaste aire d'échanges libres était ouverte à l'activité de ces quatre pays<sup>25</sup>.»

Pour ces dirigeants, l'Europe présente le grand mérite de permettre l'accélération de la diffusion de nouvelles méthodes au sein du monde commercial, indispensables à la modernisation d'un secteur majoritairement atardé. De fait, les petites entreprises constituent à la Libération l'essentiel du réseau de distribution. Or, depuis les années 30, elles opposent une vive résistance à toute tentative d'amélioration de leurs méthodes de gestion et de vente ainsi qu'à toute volonté de concentration encouragée conjointement par les pouvoirs publics et le grand commerce. Les grands commerçants, vecteur de l'innovation, placent leurs espoirs dans le futur Marché commun afin de rendre la modernisation inéluctable; l'Europe est donc vécue par ce secteur comme un facteur de progrès.

Afin d'apporter un nouvel élément d'explication de la convergence de vues sur la question européenne des personnalités libérales du milieu circoscrit, il convient donc, aux côtés des facteurs politiques et économiques, de valoriser un facteur cul-

turel qui est loin d'être négligeable: leur éducation classique, qui perpétue une vision traditionnelle du monde, mais qui leur permet néanmoins de penser la rupture en se rattachant précisément à cette tradition. C'est dans le passé qu'ils recherchent la légitimation de nouvelles formes politiques.

Cet attachement au passé de nombreux dirigeants est peut-être, en partie, respectable du manque de popularité de l'idée européenne en France, de son faible enracinement dans l'imaginaire politique de la population. Ce qui compte, à la fin des années 40, c'est la réappropriation d'une identité nationale qui passe par le trait tiré sur le régime de Vichy et par le fort mouvement de nationalisations; c'est le choc des guerres coloniales qui remettent en cause l'un des thèmes fédérateurs sur lequel s'était construite la République. Nation et Empire sont deux notions qui résistent dans la conscience nationale. Europe est une idée, qui, en revanche, ne rencontre d'écho que dans la frange cultivée de l'opinion publique – écrivains, journalistes, professeurs, économistes, juristes. Celle-ci puise ses grandes références dans un passé historique, voire mythologique, et néglige l'élaboration d'une pédagogie des problèmes de l'heure. Le Congrès de la Haye constitue, en mai 1948, un élan populaire sans lendemain, sous l'impulsion duquel les formes les plus hardies d'intégration européenne sont mises à l'étude.

Parmi ces personnalités libérales, les dirigeants économiques – hauts fonctionnaires et entrepreneurs – font cependant preuve d'une lucidité plus grande. De manière précoce, sous l'emprise du bouleversement intellectuel qu'engendre l'essor du phénomène technique dans les représentations – c'est le cas dans le secteur commercial comme dans le monde industriel –, les entrepreneurs mettent en place des réseaux associatifs destinés à convaincre la population, de proche en proche, de la nécessité pratique de l'union. L'aspect important est le caractère militant de leur réflexion, tournée vers le monde extérieur, enracinée dans une expérience quotidienne d'échanges. Dans le cas du grand commerce, la vision de l'Europe hérite d'une croyance plus que millénaire dans les vertus d'une pratique libérale. Mais cette croyance n'est pas incompatible avec la redéfinition de l'espace dans lequel se donnent libre cours les forces du marché. La période des années 20 marque pour les distributeurs européens le début de la réduction de cet espace, jadis mondial, à l'Europe: c'est la thématique de la régionalisation que développent parallèlement les hauts fonctionnaires. Elle signifie, en l'espèce, le resserrement des liens entre les dirigeants des grandes entreprises européennes et l'amorce d'une réflexion sur la spécificité de la distribution européenne.

Au début des années 50, le grand commerce manifeste une véritable aspiration à l'ouverture d'un Marché commun, qui favorisera, en outre, la concentration de ses entreprises et la modernisation des réseaux nationaux. Mais c'est aussi le moment où commencent à pointer les difficultés concrètes de l'intégration.

23. Cf. L. BADEL, «Trêve douanière», *op. cit.*, p. 154.

24. Cf. M. DUMOULIN, A. M. DUTRIEUX, *La Ligue européenne de coopération économique (1946-1981). Un groupe d'étude et de pression dans la construction européenne*, Berne 1993.

25. Fédération nationale des entreprises à commerces multiples, assemblée générale du 19 mars 1946, rapport de Jacques Lacour-Gayet, pp. 9-10.

**Annual subscription:** 75,- DM/1500,- f/250,- ff/  
30,- £/47,- \$, including postage and packing

**Single issues:** 40,- DM/800,- f/135,- ff/16,- £/  
25,- \$

**Payments can be made**

- by cheques payable to NOMOS Verlag
- by bank transfers to Stadsparkasse Baden-Baden, account no 5 002 266, bank clearing number (Bankleitzahl 66 250 030) in the name of NOMOS. Please ensure you quote the *Journal of European Integration History* when instructing your bank and enclose a copy of your instructions to the bank with your order.
- by credit card (VISA, Masters, Eurocard).

**Subscriptions and orders** should be sent to: NOMOS Verlagsgesellschaft, D-76520 Baden-Baden, Germany.

**Inquiries concerning advertisements** should be sent to the Editorial Secretariat, Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman, 4 rue Jules Wilhelm, L-2728 Luxembourg.

JOURNAL OF EUROPEAN

INTEGRATION HISTORY

REVUE D'HISTOIRE DE

L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

ZEITSCHRIFT FÜR GESCHICHTE DER  
EUROPÄISCHEN INTEGRATION